

Bilan compétitivité 2018
Accélérer le développement des nouvelles niches de croissance

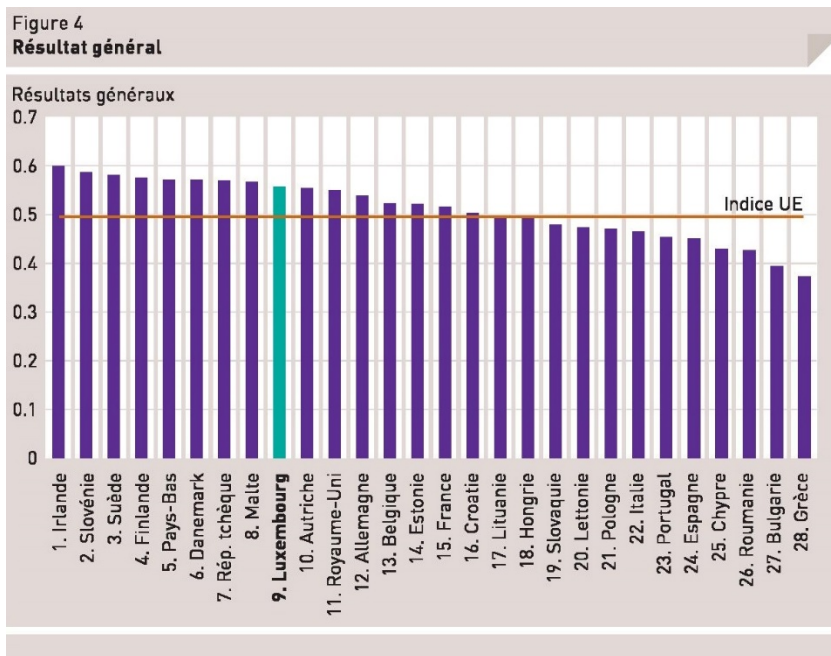
Sommaire

| | |
|---|----|
| 1. Les résultats en bref : la croissance ralentit et le Luxembourg recule à la 9 ^{ème} place..... | 2 |
| 2. Analyse par pilier :..... | 2 |
| a) Economie : une insatisfaisante 11 ^{ème} place, fruit de bons fondamentaux mais d’une dynamique moins porteuse | 3 |
| b) Social : une 4 ^{ème} position qui ne sera pérenne qu’en maintenant la prospérité économique..... | 5 |
| c) Environnement : une 14 ^{ème} place qui confirme une performance environnementale moyenne | 6 |
| 3. Aller vers la spécialisation diversifiée | 6 |
| 4. La relance de la compétitivité..... | 7 |
| Annexe | 9 |
| i) Aspect Economie..... | 9 |
| ii) Aspect Social | 10 |
| iii) Aspect Environnement..... | 11 |

1. Les résultats en bref : la croissance ralentit et le Luxembourg recule à la 9^{ème} place

Le Luxembourg recule au 9^{ème} rang européen du bilan compétitivité 2018. Ce classement, établi par l'Observatoire de la Compétitivité, est dominé cette année par l'Irlande, devant la Slovénie et la Suède. Le Luxembourg reste toutefois devant ses voisins : l'Allemagne, 12^{ème}, la Belgique, 13^{ème}, et la France, 15^{ème}. Le Luxembourg a eu tendance à reculer dans ce classement ces dernières années. Encore 2^{ème} en 2014, il a depuis été 4^{ème} en 2015, 7^{ème} en 2016 selon le classement révisé des dernières statistiques connues et donc 9^{ème} pour l'année 2017. Ce recul est concomitant avec la baisse de la croissance évaluée par le STATEC sur la période 2014 à 2017, baisse qui porte surtout sur les deux dernières années.

Le classement détaillé par pilier donne un Luxembourg 11^{ème} sur le pilier économie, 4^{ème} sur l'aspect social et 14^{ème} quant à l'environnement. Les pays les plus performants sur le plan économique sont l'Irlande, la Suède et les Pays-Bas. Pour le pilier social, il s'agit de la Slovénie, de la République tchèque et de Malte. Enfin, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Croatie dominent sur le volet environnement.



Source : Bilan compétitivité 2018 « Tenir bon dans une période turbulente »

2. Analyse par pilier :

L'analyse par pilier permet d'appréhender en détail la performance du Luxembourg pour les 3 grands aspects, Economie, Social et Environnement, et d'évaluer les forces et les faiblesses du pays.

a) Economie : une insatisfaisante 11^{ème} place, fruit de bons fondamentaux mais d'une dynamique moins porteuse

7^{ème} l'an passé avant la révision des données économiques pour l'année 2016, le Luxembourg recule à la 11^{ème} place sur le piler économique dans le contexte d'une croissance du PIB révisée à la baisse et d'une productivité qui continue à stagner.

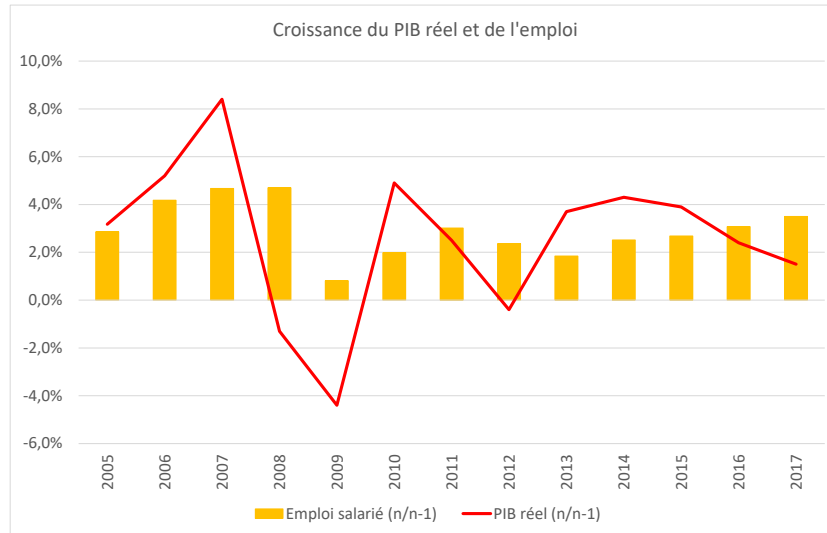
L'excédent budgétaire de 1,5% du PIB en 2017 et la dette publique de 23% de ce même PIB placent respectivement le Luxembourg à la 4^{ème} et 2^{ème} place de ces deux indicateurs. Le pays reste financièrement solide, comme le montre aussi le rendement des obligations d'Etat à long terme à un faible taux de 0,54% (5^{ème} position). Le doublement de ce taux pourrait toutefois révéler de premières inquiétudes de la part des investisseurs, alors que le système de pension devra être réformé pour être pérenne à long terme.

Le Luxembourg reste l'économie la plus productive d'Europe, avec un PIB par heure travaillée équivalent à près du double de la moyenne européenne. Toutefois, l'évolution de la productivité est bien moins impressionnante, la productivité réelle du travail par heure travaillée a d'ailleurs reculé sur les trois dernières années (26^{ème}), de même que le taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie (28^{ème}). Il en résulte une variation inquiétante sur trois ans du coût salarial unitaire qui place le Luxembourg à la 23^{ème} place sur 28 pays en ce qui concerne cet indicateur.

L'évolution de la productivité dépend en partie de celle du PIB. La croissance économique pour les années 2014 à 2017 a récemment été révisée par le STATEC. Le rythme moyen sur cette période a été abaissé de 3,5% à 3%. Surtout, la croissance pour les années 2016 et 2017 ne serait plus que de 2,4% et 1,5%, des chiffres peu habituels pour le Luxembourg qui le placent à la 17^{ème} position européenne pour le taux moyen de croissance sur trois ans du PIB réel. Cette moindre performance ne proviendrait pas d'une dégradation des fondamentaux de l'économie luxembourgeoise mais d'une performance revue à la baisse des services non financiers, baisse due principalement à quelques grands groupes multinationaux. Elle interroge toutefois sur les relais de croissance existant au Luxembourg, en cas de moindre performance de la place financière ou de la dépendance à certains grands groupes internationaux. C'est ainsi que la troisième partie de cette analyse s'intéressera à la stratégie de diversification économique et notamment à ses premiers résultats. Le Luxembourg a toujours la plus faible part d'emploi dans les secteurs manufacturés en moyenne-haute et haute technologie et une dépense intérieure brute de R&D dans la moyenne (15^{ème}).

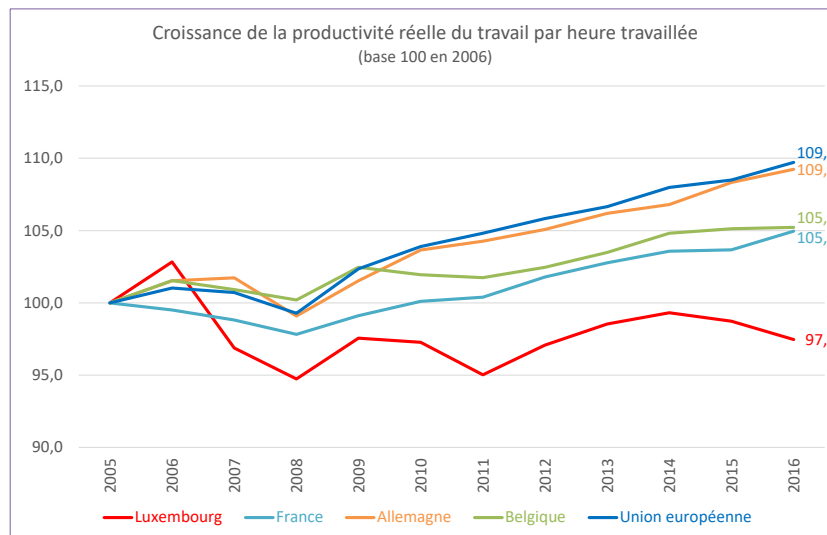
Une croissance de plus en plus quantitative

La décélération de la croissance économique a un impact majeur sur la compétitivité du pays et demande une analyse plus complète. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du PIB et des emplois au Luxembourg.



Source Stateg

Les emplois (en jaune) ont ainsi eu, sur les deux dernières années, une croissance plus importante que le PIB (en rouge). C'était aussi le cas durant les années 2008, 2009, 2011 et 2012. Ce cas devenu fréquent implique que la croissance économique luxembourgeoise est devenue essentiellement quantitative. C'est ce que confirme d'ailleurs le second graphique centré sur la productivité réelle horaire du travail.



Source Eurostat

La productivité ne progresse plus au Luxembourg, et a même régressé par rapport à la situation de 2005. La dynamique est pourtant positive chez les voisins français et belges, et la croissance de la productivité importante en Allemagne et dans l'Union européenne dans son ensemble. La productivité européenne s'est accrue fortement au sein des nouveaux pays membres en provenance de l'Est de l'Europe, + 36% en Pologne et +31% en Slovaquie par exemple, et en Irlande.

Les entrepreneurs luxembourgeois ne sont pas les mieux lotis d'Europe, avec un temps plus long qu'ailleurs pour créer leur entreprise (24^{ème}), des taux d'imposition parmi les plus élevés (23^{ème}), la perception d'une disponibilité des ressources financières dans la moyenne (14^{ème}) et une dernière place quant à la rentabilité des sociétés non financières. Si la faiblesse de cet indicateur est en partie liée aux caractéristiques du tissu d'entreprises luxembourgeois, son évolution dans certains secteurs, notamment fortement comparable avec les autres pays comme l'hôtellerie-restauration ou la construction, peut inquiéter sur la capacité future de ces entreprises à investir et se développer. Malgré tout, le Luxembourg se trouve dans le top 10 pour le pourcentage d'intentions entrepreneuriales de sa population (8^{ème}).

Le volet main d'œuvre montre un chômage relativement faible à 5,6% (10^{ème}) et un taux d'emploi dans la moyenne à 71,5% (16^{ème}). L'importance des frontaliers a toutefois tendance à relativiser le niveau du taux d'emploi puisque ceux-ci ne sont pas considérés par cet indicateur. Enfin, le Luxembourg est 12^{ème} quant à la qualité de son système éducatif et est à une bonne 6^{ème} place pour le pourcentage de la population active ayant accès à l'apprentissage tout au long de la vie.

b) Social : une 4^{ème} position qui ne sera pérenne qu'en maintenant la prospérité économique

Le Luxembourg est en recul aussi sur cet indicateur malgré sa bonne position. En effet, il se situait à la première place en 2017. Il tire sa bonne performance des différents indicateurs touchant à l'emploi et du niveau de vie élevé de sa population. En revanche, il est moins bien positionné sur les indicateurs d'inégalités, l'endettement et surtout l'évolution du niveau de vie de la population.

Le Luxembourg demeure l'Etat membre de l'Union européenne où le revenu médian en standard de pouvoir d'achat et la richesse nette par ménage sont les plus élevés. La durabilité de cette prospérité peut toutefois être remise en cause à l'avenir par une variation négative du revenu médian (27^{ème}), observée entre 2015 et 2016, et un endettement des ménages en progression (21^{ème}). Le lien entre évolution de la productivité et niveau de vie de la population apparaît ainsi évident, tout comme l'influence des prix du logement sur ce même niveau de vie.

Les inégalités ont augmenté, avec un taux de risque de pauvreté à 18,7% (16^{ème}) et un coefficient de Gini, l'indicateur de référence pour les inégalités, à la 17^{ème} place. La pauvreté en tant que telle reste une problématique moins présente au Grand-Duché que dans la plupart des pays européens, comme le montre le taux de privation matérielle grave à 1,2% (2^{ème}).

L'emploi continue à croître fortement au Luxembourg, + 3,4% entre 2016 et 2017 (3^{ème}), le fort besoin en main d'œuvre entraînant une hausse des salaires réels sur les trois dernières années (4^{ème}). Alors que le faible pourcentage de jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET) est une satisfaction, un taux de chômage de longue durée à la 13^{ème} place peut inquiéter au sein d'une économie où la création d'emplois est si dynamique.

Le niveau d'études des 30-34 ans est élevé au Luxembourg, à 52,7% (4^{ème}). Il reflète tout autant la qualité du système éducatif que le niveau de qualification des travailleurs immigrés. 7,3% de jeunes quittent encore prématurément l'éducation et la formation alors que le taux élevé de redoublement reflète davantage le fonctionnement de l'école luxembourgeoise que sa performance.

c) Environnement : une 14^{ème} place qui confirme une performance environnementale moyenne

14^{ème} sur le pilier environnement, le Luxembourg a accompli certains progrès dans le domaine mais sa performance reste impactée par la consommation d'énergie fossile et le tourisme à la pompe.

L'un des plus importants aspects de l'environnement, d'autant plus au moment d'aborder la question de la compétitivité, est l'énergie. Le Luxembourg produit beaucoup avec peu. C'est ce qu'indique l'intensité énergétique, soit la consommation d'énergie par unité de PIB (4^{ème}), la productivité de l'énergie (6^{ème}) et des ressources (5^{ème}). En revanche, les indices quantitatifs placent le Luxembourg en queue de classement, notamment la consommation intérieure de matières en tonnes par tête (25^{ème}). L'intensité des émissions de gaz à effet de serre a diminué depuis 2000 de plus de 7% malgré la croissance démographique et économique. Cette baisse reste toutefois d'une moindre ampleur par rapport à la plupart des autres pays européens (22^{ème}). La part des énergies renouvelables atteindra difficilement les objectifs assignés dans le cadre de la stratégie Europe 2020, le Luxembourg ayant pour l'instant accompli 49% de l'objectif, ce qui place le pays à la 27^{ème} place. La part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages est très élevée au Luxembourg (26^{ème}), en raison notamment du « Tanktourismus ».

L'économie circulaire est l'un des principaux axes de la stratégie de la Troisième Révolution Industrielle. La production de déchets par tête reste importante au Luxembourg (24^{ème}). Si le recyclage des déchets municipaux est plutôt bien développé (7^{ème}), celui des déchets d'équipements électriques nécessite des progrès (11^{ème}). Pour se faire, le Luxembourg pourra profiter de ses bonnes performances en Ecoinnovation, 3^{ème} quant à l'indice européen Ecoinnovation Index.

Enfin, si les luxembourgeois sont relativement peu exposés à la pollution de l'air (4^{ème}) et qu'une part importante du territoire est protégée (6^{ème}), la qualité et satisfaction à l'égard de l'air et de l'eau sont dans la moyenne, avec respectivement une 14^{ème} et une 10^{ème} place.

3. Aller vers la spécialisation diversifiée

Le bilan compétitivité consacre deux chapitres à la diversification de l'économie, faisant le point sur l'impact économique des 5 nouveaux secteurs prioritaires et sur le degré de diversification de l'économie luxembourgeoise. Nous commencerons par synthétiser ce second sujet puisque le premier a notamment pour objectif, via de nouvelles niches de croissance, de pallier à une potentielle trop faible diversification de l'économie luxembourgeoise.

Le Luxembourg est, en tant que petite économie ouverte, intrinsèquement moins diversifié que la plupart des autres pays européens. Il doit en effet faire reposer davantage son développement économique sur ses avantages comparatifs. Il en résulte à la fois une efficacité économique, démontrée par la productivité élevée dans le pays, et une dilution des risques relativement faibles. Il est ainsi indiqué au sein du Rapport 2017 pour le Luxembourg de la Commission européenne que la diversification est « un enjeu central à long terme pour le Luxembourg » et la « diversification de l'économie visant des activités nouvelles à forte valeur ajoutée reste un défi majeur pour le développement et la viabilité économiques du Luxembourg.

» La crise financière a prouvé que personne n'est à l'abri des risques économiques. Le Luxembourg est, dans les faits, le troisième pays de l'Union le moins diversifié, devant la Grèce et Chypre, à des niveaux proches de la Norvège, pays marqué par son activité pétrolière.

Le degré de diversification de l'économie luxembourgeoise, calculé selon 45 branches de l'économie, s'est nettement abaissé entre 1995 et 2008, avant de se stabiliser par la suite, au moment où le secteur dominant de la finance a vu sa croissance s'atténuer. Le bilan Compétitivité s'est intéressé à l'impact de l'évolution de trois importants secteurs sur la diversification de l'économie luxembourgeoise. Le secteur financier en tant que tel s'est diversifié au cours des dernières années en développant de nouveaux services et activités. L'industrie manufacturière dont le poids dans l'économie a diminué au cours des dernières décennies est aujourd'hui plus diverse que dans les années 90. Les services à forte intensité de connaissances ont connu une croissance supérieure à celle de l'économie entre 1996 et 2016, passant d'une part de 13,0% à 19,3% dans l'ensemble de la valeur ajoutée. L'évolution de ce secteur est intéressant car, malgré la tendance à la baisse de sa diversification interne, il participe à la diversification globale de l'économie, démontrant selon le Bilan compétitivité que « le développement de quelques activités spécifiques, synonyme d'une spécialisation diversifiée, est donc compatible avec une diversification globale accrue. »

Les 5 secteurs prioritaires du développement économique du Luxembourg portent à la fois la stratégie de diversification du pays et la volonté d'exploiter de nouvelles niches de croissance à haute valeur ajoutée. Ces 5 secteurs sont : les technologies de l'information et de la communication (TIC), les technologies de l'espace, la logistique, les sciences et technologies de la santé et les éco-technologies.

Le nombre d'entreprises du secteur des TIC a presque doublé entre 2005 et 2016, passant de 1 357 à 2 266 entreprises. Celles-ci créent 6,8% de la valeur ajoutée de l'économie luxembourgeoise. Les entreprises de technologie de l'espace sont inclus dans ces chiffres et crée 1,7% de la valeur ajoutée du pays, soit plus de 780 millions d'euros, avec 19 acteurs dont le plus important reste de loin l'entreprise SES. Le transport logistique crée lui une valeur ajoutée de 1,1 milliard d'euros et emploie près de 1 300 personnes. Les sciences et technologies de la santé participent moins, à l'heure actuelle, à la richesse du pays mais connaissent un développement intéressant, avec une progression entre 2010 à 2016 du nombre d'entreprises, de 22 à 32, et d'emplois, de 233 à 668. Cette croissance est toutefois encore insuffisante pour en faire un pilier de la diversification économique. Il en est de même pour les éco-technologies qui comptent aussi en 2016 une trentaine d'entreprises et un peu plus de 600 salariés.

4. La relance de la compétitivité

Le Bilan compétitivité 2018 du Luxembourg est en retrait par rapport aux années précédentes. Ceci est notamment dû à une croissance du PIB moins importante en 2016 et 2017 alors que la conjoncture est bonne dans l'Union européenne. L'impact de ce ralentissement est essentiel sur l'aspect économique de la compétitivité mais aussi le social, car la progression du niveau de vie de la population provient en majeure partie des gains obtenus de productivité. Les progrès accomplis en matière d'environnement ne vont pas à un rythme plus rapide que pour les autres pays européens. Ainsi, le Luxembourg reste dans la moyenne européenne sur cet aspect.

Il y aurait donc lieu de relancer la compétitivité sur les trois aspects économique, social et environnement. La diversification de l'économie du pays, seul chemin vers la croissance qualitative, passe notamment par le développement des cinq secteurs définis comme prioritaires par le Luxembourg. A des degrés divers de développement, ces cinq secteurs participent, aujourd'hui mais encore davantage demain, à l'amélioration de la productivité, à la prospérité économique et social, et pour certains d'entre eux, les éco-technologies notamment, à un meilleur respect de l'environnement. Si la volonté de réussir la diversification du pays est clairement affichée, les premiers résultats restent modestes face à l'importance de cet enjeu pour l'économie luxembourgeoise.

Annexe

i) Aspect Economie

Tableau 1
Données de l'aspect économique

| | | Année | Évolution | LU | Position | Moyenne UE | DE | BE | FR | Premier | Dernier |
|-----|---|-------|-----------|--------|----------|------------|-------|--------|--------|----------------------------|---------------------------|
| A1 | Dettes publiques (en % du PIB) | 2017 | ↓ | 23,00 | 2 / 28 | 81,60 | 64,10 | 103,10 | 97,00 | Estonie : 9,00 | Grèce : 178,60 |
| A2 | Solde public (en % du PIB) | 2017 | ↓ | 1,50 | 4 / 28 | -0,90 | 1,30 | -1,00 | -2,60 | Malte : 3,90 | Espagne : -3,10 |
| A3 | Solde de la balance courante, en % du PIB (moyenne sur 3 ans) ¹ | 2017 | ↑ | 5,00 | 21 / 28 | 3,97 | 8,40 | 2,30 | 2,60 | République tchèque : 1,00 | Allemagne : 7,40 |
| A4 | Part de marché des exportations mondiales (variation en % sur 5 ans) | 2017 | ↓ | 25,42 | 4 / 28 | 10,99 | 6,72 | 4,08 | 2,91 | Irlande : 64,77 | Grèce : -9,84 |
| A5 | Positions extérieures nettes (en % du PIB) | 2017 | ↓ | 47,00 | 6 / 28 | -28,99 | 54,00 | 52,60 | -20,10 | Malte : 62,60 | Irlande : -149,30 |
| A6 | Taux de change effectif réel (42 partenaires commerciaux, variation en % sur 3 ans) | 2017 | ↓ | -1,10 | 19 / 28 | -2,20 | -2,80 | 0,70 | -3,20 | Royaume-Uni : -10,90 | République tchèque : 5,10 |
| A7 | Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans en %) | 2017 | ↓ | 2,77 | 17 / 28 | 2,23 | 2,03 | 1,50 | 1,50 | Irlande : 12,43 | Grèce : 0,30 |
| A8 | Taux d'inflation (en %) ² | 2017 | ↓ | 1,73 | 2 / 28 | 1,70 | 1,70 | 1,50 | 1,20 | Allemagne : 0,00 | Estonie : 2,00 |
| A9 | Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (jours) | 2017 | → | 16,50 | 24 / 27 | 9,96 | 10,50 | 4,00 | 3,50 | Danemark : 3,50 | Pologne : 37,00 |
| A10 | Rendements des obligations d'État à long terme (en %) | 2017 | ↓ | 0,54 | 5 / 27 | 1,31 | 0,32 | 0,72 | 0,81 | Lituanie : 0,31 | Grèce : 5,98 |
| A11 | Capital réglementaire sur actifs pondérés du risque (en %) | 2017 | ↑ | 25,91 | 3 / 28 | 20,06 | 19,38 | 18,96 | 18,91 | Estonie : 29,24 | Portugal : 15,19 |
| A12 | Disponibilité des ressources financières pour entrepreneurs (note de 1 à 5) | 2017 | ↑ | 2,46 | 14 / 18 | 2,70 | 2,84 | | 2,81 | Pays-Bas : 3,65 | Grèce : 1,92 |
| A13 | Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans (en %) | 2017 | ↑ | 71,50 | 16 / 28 | 72,20 | 79,20 | 68,50 | 71,00 | Suède : 81,80 | Grèce : 57,80 |
| A14 | Taux de chômage (en %) | 2017 | ↑ | 5,60 | 10 / 28 | 7,60 | 3,80 | 7,10 | 9,40 | République tchèque : 2,90 | Grèce : 21,50 |
| A15 | Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie (en %) | 2017 | ↓ | -0,57 | 28 / 28 | 1,03 | 0,93 | 0,21 | 0,68 | Irlande : 6,54 | Luxembourg : -0,57 |
| A16 | Productivité réelle du travail par heure travaillée (taux de croissance moyen sur 3 ans, en %) | 2017 | ↓ | -0,50 | 26 / 27 | 0,97 | 0,97 | | 0,70 | Irlande : 8,50 | Grèce : -0,80 |
| A17 | CSU nominal (variation en % sur 3 ans) | 2017 | ↓ | 7,90 | 23 / 28 | 0,90 | 5,10 | 1,00 | 1,30 | Irlande : -17,20 | Lituanie : 16,00 |
| A18 | Taux d'imposition des sociétés (en %) | 2017 | ↑ | 27,08 | 23 / 28 | 21,51 | 29,79 | 33,99 | 33,33 | Hongrie : 9,00 | Malte : 35,00 |
| A19 | Rentabilité des sociétés non financières (en %) | 2016 | ↑ | 6,70 | 27 / 27 | 10,47 | 9,90 | 9,70 | 6,80 | Royaume-Uni : 16,70 | Luxembourg : 6,70 |
| A20 | PIB/heure travaillée (US=100) | 2017 | ↓ | 134,85 | 1 / 28 | 71,79 | 98,21 | 102,28 | 94,91 | Luxembourg : 135,00 | Bulgarie : 38,00 |
| A21 | Dépense intérieure brute de R&D (en % du PIB) | 2016 | ↓ | 1,24 | 15 / 28 | 2,03 | 2,94 | 2,49 | 2,25 | Suède : 3,25 | Lettonie : 0,44 |
| A22 | Part d'emploi dans les secteurs manufacturés en moyenne-haute et haute technologie (en % de l'emploi total) | 2017 | ↓ | 0,60 | 28 / 28 | 5,80 | 9,80 | 4,20 | 4,50 | République tchèque : 11,40 | Luxembourg : 0,60 |
| A23 | Pourcentage des intentions entrepreneuriales (en %) | 2017 | ↓ | 10,98 | 8 / 18 | 11,21 | 7,22 | | 17,62 | Estonie : 18,14 | Bulgarie : 5,01 |
| A24 | Qualité du système éducatif (moyenne de la note de 1 à 7) | 2017 | ↓ | 4,35 | 12 / 28 | 4,16 | 5,37 | 5,09 | 4,30 | Finlande : 5,81 | Slovaquie : 2,77 |
| A25 | Apprentissage tout au long de la vie en % de la population 25-64 ans | 2017 | ↑ | 17,20 | 6 / 28 | 10,90 | 8,40 | 8,50 | 18,70 | Suède : 30,40 | Roumanie : 1,10 |

^[1] Les pays sont classés en fonction de la distance du solde de la balance courante par rapport à la moyenne des deux seuils fixés par la procédure MIP (l'objectif est donc que le solde soit proche de +1 % du PIB).

^[2] Les pays sont classés en fonction de la différence par rapport au taux d'inflation moyen de l'UE.
Remarque : les indicateurs en mauve faisaient déjà partie de l'ancienne version du tableau de bord (mauve foncé = sans adaptation, mauve clair = avec adaptations)

ii) Aspect Social

Tableau 3
Données de l'aspect social

| | | Année | Évolution | LU | Position | Moyenne UE | DE | BE | FR | Premier | Dernier |
|-----|--|-------|-----------|-----------|----------|------------|-----------|-----------|-----------|---------------------------|---------------------|
| B1 | Taux de chômage de longue durée (en %) | 2017 | ↑ | 2,10 | 13 / 28 | 3,40 | 1,60 | 3,50 | 4,20 | République tchèque : 1,00 | Grèce : 15,60 |
| B2 | Taux de risque de pauvreté au travail (en %) | 2016 | ↓ | 12,00 | 25 / 28 | 9,60 | 9,50 | 4,70 | 8,00 | Finlande : 3,10 | Roumanie : 18,60 |
| B3 | Proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée (en %) | 2017 | ↓ | 7,60 | 10 / 28 | 11,30 | 10,00 | 8,40 | 13,90 | Roumanie : 0,90 | Espagne : 22,10 |
| B4 | Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET) (en %) | 2017 | ↓ | 5,90 | 2 / 28 | 10,90 | 6,30 | 9,30 | 11,50 | Pays-Bas : 4,00 | Italie : 20,10 |
| B5 | Emploi à temps partiel involontaire (en %) | 2017 | ↓ | 13,60 | 9 / 28 | 27,10 | 11,50 | 7,80 | 43,10 | Belgique : 7,80 | Grèce : 70,70 |
| B6 | Salariés ayant de longues heures involontaires (en %) | 2015 | | 35,00 | 24 / 28 | 30,00 | 30,00 | 28,00 | 32,00 | Lituanie : 16,00 | Suède : 52,00 |
| B7 | Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente (en %) | 2017 | ↑ | 3,40 | 3 / 28 | 1,60 | 1,40 | 1,40 | 1,10 | Malte : 5,20 | Lituanie : -0,50 |
| B8 | Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation (en %) | 2017 | ↓ | 7,30 | 9 / 28 | 10,60 | 10,10 | 8,90 | 8,90 | Croatie : 3,10 | Malte : 18,60 |
| B9 | Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge de 30-34 ans | 2017 | ↓ | 52,70 | 4 / 28 | 39,90 | 34,00 | 45,90 | 44,30 | Lituanie : 58,00 | Roumanie : 26,30 |
| B10 | Taux de redoublement (en %) | 2015 | ↑ | 30,90 | 25 / 28 | 12,00 | 18,10 | 34,00 | 22,10 | Croatie : 1,60 | Belgique : 34,00 |
| B11 | Revenu médian (variation en % par rapport à l'année précédente) | 2016 | ↓ | -4,12 | 27 / 28 | 2,42 | 2,94 | 2,96 | 1,39 | Estonie : 9,58 | Bulgarie : -5,43 |
| B12 | Revenu médian en standard de pouvoir d'achat (en euros) | 2016 | ↓ | 27 973,00 | 1 / 28 | 16 451,60 | 21 179,00 | 21 313,00 | 20 624,00 | Luxembourg : 27 973,00 | Roumanie : 4 728,00 |
| B13 | Écarts de salaires hommes - femmes (en %) | 2016 | → | 5,50 | 3 / 25 | 16,20 | 21,50 | 6,10 | 15,20 | Roumanie : 5,20 | Estonie : 25,30 |
| B14 | Évolution des salaires dans l'économie (CSU réel), variation en % sur 3 ans | 2017 | ↑ | 1,71 | 4 / 28 | -0,41 | 0,13 | -1,24 | -0,33 | Lettonie : 3,58 | Irlande : -8,30 |
| B15 | Dettes des ménages (consolidée, en %) | 2016 | ↓ | 64,30 | 21 / 28 | 61,20 | 52,40 | 59,00 | 56,40 | Roumanie : 16,60 | Danemark : 129,20 |
| B16 | Richesse nette par ménage (en milliers d'euros) | 2016 | ↑ | 768,40 | 1 / 20 | 208,26 | 214,30 | 330,30 | 243,10 | Luxembourg : 768,40 | Lettonie : 40,00 |
| B17 | Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux (en %) | 2017 | ↓ | 18,68 | 16 / 24 | 17,00 | 16,10 | 15,90 | 13,30 | République tchèque : 9,10 | Roumanie : 23,60 |
| B18 | Taux de privation matérielle grave (en %) | 2017 | ↑ | 1,17 | 2 / 26 | 6,70 | 3,40 | 5,10 | 4,10 | Suède : 1,10 | Bulgarie : 30,00 |
| B19 | Indice de Gini des inégalités de revenu (0 à 100) | 2016 | ↓ | 31,00 | 17 / 28 | 30,80 | 29,50 | 26,30 | 29,30 | Slovaquie : 24,30 | Bulgarie : 37,70 |
| B20 | Efficacité des transferts sociaux (différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux) en points de pourcentage | 2016 | ↓ | 27,90 | 10 / 28 | 27,20 | 26,90 | 28,70 | 31,40 | Hongrie : 33,10 | Estonie : 18,00 |
| B21 | Personnes vivant dans des logements surpeuplés (en % de la population totale) | 2016 | ↓ | 8,10 | 11 / 28 | 16,60 | 7,20 | 3,70 | 7,70 | Chypre : 2,40 | Roumanie : 48,40 |
| B22 | Charge des coûts du logement au-delà de 25 % du revenu disponible du ménage (propriétaires et locataires, en %) | 2016 | ↑ | 20,73 | 6 / 28 | 30,61 | 42,28 | 28,52 | 21,61 | Malte : 12,45 | Grèce : 69,81 |
| B23 | Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours (en %) | 2016 | ↑ | 12,20 | 18 / 28 | 13,00 | 14,10 | 13,40 | 14,80 | Croatie : 3,00 | Bulgarie : 25,00 |
| B24 | Espérance de vie en bonne santé (en années) | 2016 | ↓ | 60,15 | 17 / 28 | 63,85 | 66,30 | 63,75 | 63,35 | Suède : 73,15 | Lettonie : 53,60 |

Remarque : les indicateurs en mauve faisaient déjà partie de l'ancienne version du tableau de bord (mauve foncé = sans adaptation, mauve clair = avec adaptations)

iii) Aspect Environnement

Tableau 5

Données de l'aspect environnemental

| | | Année t _i | Évolution | LU | Position | Moyenne UE | DE | BE | FR | Premier | Dernier |
|-----|--|----------------------|-----------|-----------|----------|------------|----------|----------|----------|-------------------|----------------------|
| C1 | Intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB) (en kilogrammes équivalent pétrole par euro) | 2016 | ↑ | 87,94 | 4 / 28 | 118,36 | 110,52 | 147,72 | 117,08 | Irlande : 58,82 | Bulgarie : 422,56 |
| C2 | Part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages (en %) | 2016 | ↑ | 33,80 | 26 / 28 | 11,60 | 20,60 | 29,20 | 14,40 | Suède : 0,30 | Irlande : 38,10 |
| C3 | Productivité de l'énergie (en euros (SPA) par kilogramme équivalent pétrole) | 2016 | → | 10,50 | 6 / 28 | 9,10 | 9,40 | 6,70 | 8,20 | Malte : 17,20 | Estonie : 4,80 |
| C4 | Productivité des ressources (en euros (SPA) par kilogramme) | 2017 | ↑ | 3,03 | 5 / 28 | 2,20 | 2,36 | 2,63 | 2,77 | Pays-Bas : 3,96 | Bulgarie : 0,71 |
| C5 | Consommation intérieure de matières (en tonnes par tête) | 2017 | ↑ | 25,00 | 25 / 28 | 13,58 | 15,61 | 13,20 | 11,26 | Italie : 8,49 | Finlande : 32,30 |
| C6 | Part des énergies renouvelables (en % par rapport à l'objectif national 2020) | 2016 | ↑ | 49,09 | 27 / 28 | 85,00 | 82,22 | 66,92 | 69,57 | Croatie : 141,50 | Pays-Bas : 42,86 |
| C7 | Intensité des émissions de gaz à effet de serre (Indice 100 en 2000) | 2016 | ↑ | 92,60 | 22 / 28 | 87,90 | 95,70 | 83,60 | 85,00 | Malte : 61,00 | Bulgarie : 106,20 |
| C8 | Production de déchets par tête (kilogrammes par personne) | 2014 | ↑ | 12 713,00 | 24 / 28 | 4 915,00 | 4 785,00 | 5 025,00 | 4 913,00 | Croatie : 879,00 | Bulgarie : 24 872,00 |
| C9 | Taux de recyclage des déchets municipaux (en %) | 2016 | ↑ | 48,30 | 7 / 27 | 45,30 | 66,10 | 53,50 | 41,70 | Allemagne : 66,10 | Malte : 7,10 |
| C10 | Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (en %) | 2016 | ↑ | 45,60 | 11 / 23 | 41,20 | 39,00 | 34,00 | 37,10 | Bulgarie : 105,20 | Lettonie : 23,20 |
| C11 | Urban population exposure to air pollution / Emissions-concentration NO _x (microgrammes par mètre cube) | 2013 | ↓ | 1 544,50 | 4 / 24 | 3 153,16 | 3 148,60 | 2 299,30 | 3 788,20 | Roumanie : 573,90 | Italie : 5 759,80 |
| C12 | Air : Qualité et satisfaction à l'égard de la qualité (microgrammes par mètre cube) | 2015 | ↓ | 21,40 | 14 / 27 | 22,80 | 18,80 | 21,00 | 20,40 | Finlande : 11,30 | Bulgarie : 36,20 |
| C13 | Eau : Qualité et satisfaction à l'égard de la qualité (milligrammes d'oxygène par litre) | 2014 | → | 1,88 | 10 / 18 | 1,94 | | 2,38 | 1,14 | Slovénie : 0,88 | Roumanie : 2,96 |
| C14 | Dépenses totales de protection environnementale (en % du PIB) | 2017 | ↑ | 1,10 | 1 / 2 | 0,75 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | Luxembourg : 1,10 | Danemark : 0,40 |
| C15 | Superficie terrestre protégée (en %) | 2017 | → | 27,00 | 6 / 28 | 18,00 | 15,00 | 13,00 | 13,00 | Slovénie : 38,00 | Danemark : 8,00 |
| C16 | Ecoinnovation Index (Indice UE 100) | 2017 | ↓ | 139,00 | 3 / 28 | 100,00 | 139,00 | 83,00 | 99,00 | Suède : 144,00 | Bulgarie : 38,00 |
| C17 | Production des activités vertes (en % du PIB) | 2012 | ↑ | 4,19 | 9 / 11 | 5,31 | 5,43 | 8,18 | 4,14 | Autriche : 11,74 | Bulgarie : 2,73 |
| C18 | Nombre d'emplois verts (en % de l'emploi total) | 2012 | ↓ | 2,57 | 4 / 11 | 1,82 | 1,17 | 2,05 | 1,63 | Autriche : 4,30 | Bulgarie : 0,85 |
| C19 | Productivité matière non énergétique (euros par kilogramme) | 2017 | ↑ | 3,82 | 5 / 28 | 2,84 | 3,47 | 3,37 | 3,33 | Pays-Bas : 6,80 | Roumanie : 0,83 |
| C20 | Économie circulaire | | | | | | | | | | |

Remarque : les indicateurs en mauve faisaient déjà partie de l'ancienne version du tableau de bord (mauve foncé = sans adaptation, mauve clair = avec adaptations)